Mécanisme de Soutien du Programme sur la Gestion Intégrée et Durable de l'eau (SWIM) et de l'Initiative Horizon 2020

SWIM-H2020 SM

Œuvrons pour une Méditerranée durable, prenons soin de notre avenir

This project is funded by
the European Union

Un projet régional d'exception

« Le développement durable de la région méditerranéenne est d'une immense importance socioéconomique et politique à la fois pour l'Union européenne et pour ses voisins du sud. Dans ce but, l'environnement doit être protégé ainsi que l'eau. Une ressource se raréfiant, l'eau doit tout particulièrement être gérée de manière durable.

Le Mécanisme de soutien SWIM-H2020, financé par l'UE, s'est saisi des problématiques cruciales de la pollution de l'eau et de l'environnement dans la région, en appliquant une approche globale.

Le projet a permis de formuler une stratégie régionale reposant sur l'engagement de tous les pays de la région. Il a facilité la mise en œuvre d'objectifs communs en renforçant les capacités nationales des pays bénéficiaires et en suscitant une prise de conscience quant à la nécessité de protéger la mer Méditerranée. Le projet a également diffusé les approches innovantes testées dans les projets de démonstration, financés par l'UE, et organisé des échanges de bonnes pratiques entre les pays de la région.

Des questions cruciales telles la gestion des déchets, la réduction des émissions industrielles, l'économie verte, l'utilisation efficiente de l'eau et l'éducation au développement durable ont toutes été abordées avec une démarche holistique.

Cette approche est le seul moyen d'offrir un environnement propre et rend également possible un développement économique durable pour les populations de la région.

SWIM-H2020 SM n'a pu réussir dans sa tâche que grâce au soutien des pays partenaires et à leur appropriation du projet. L'implication des principales organisations régionales comme l'Union pour la Méditerranée, l'ONU Environnement/Plan d'action pour la Méditerranée, l'Agence européenne pour l'environnement, la Ligue des États arabes, a joué un rôle important et grandement facilité notre travail.

Je me réjouis de voir que nous continuerons, avec nos partenaires, à consolider les réussites de ce projet grâce à de nouvelles initiatives portant sur les problématiques capitales que sont l'environnement et l'eau. »

Michael A. Köhler
Directeur du Voisinage Sud Direction générale
du voisinage et des négociations pour l'élargissement
Commission européenne

Avril 2019

Objectif général

Contribuer à réduire la pollution marine et l'utilisation durable des ressources en eau rares dans la région méditerranéenne, en ciblant particulièrement les pays du Voisinage Sud (l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Palestine* et la Tunisie).

Éléments concrets visés

1. Le renforcement de la cohérence et de la coopération régionales dans les approches visant à prévenir et contrôler la pollution marine et à gérer l'eau durablement ;
2. l'amorce de changements positifs dans la conception et la mise en œuvre des cadres nationaux institutionnels, politiques et réglementaires dans ces domaines ;
3. le renforcement des capacités des pays partenaires en vue de favoriser l'investissement et les opportunités d'affaires pour gérer efficacement les déchets municipaux, émissions industrielles et eaux usées ;
4. la facilitation de l'accès au financement pour les projets retenus d'investissement durable ;
5. l'identification, la mise à l'épreuve et le partage des meilleures pratiques et des modèles de réussites ;
6. l'utilisation des résultats de la recherche dans l'élaboration de politiques - l'amélioration de pratiques plus durables dans les domaines visés par le projet.

Cadre de coopération

Le projet a créé des synergies, à leur tour soutenues et promues par :

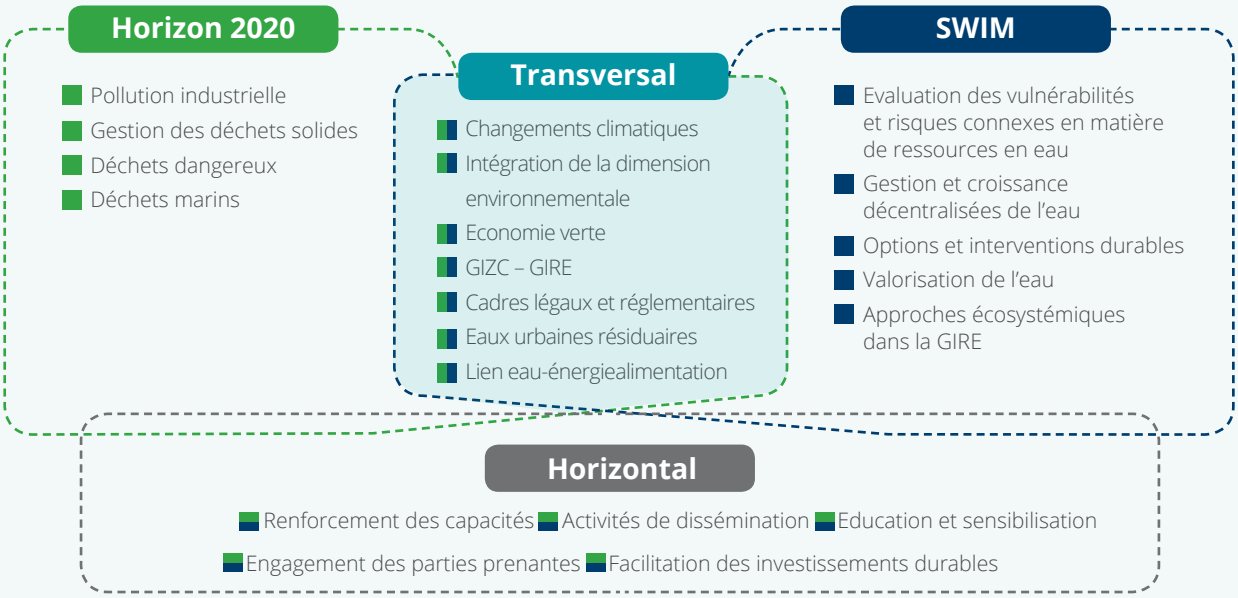
- les Points focaux de SWIM-H2020 SM au sein des ministères chargés de l'environnement et de l'eau dans les pays partenaires ;
- les entités régionales qui représentaient les partenaires institutionnels du projet, notamment :
  - l'Union pour la Méditerranée (UpM), appuyant les questions en lien avec la version préliminaire de la Stratégie pour l'eau en Méditerranée, la Stratégie pour l'eau dans l'ouest de la Méditerranée (5+5), les projets et investissements sur les zones de forte pollution en Méditerranée ;
  - le plan d'action de l'ONU Environnement (ONU Environnement/PAM), soutenant les activités entrant dans le cadre de la Convention de Barcelone pour la protection de la mer Méditerranée ; les institutions européennes concernées et chargées de l'environnement et de l'eau : la Commission européenne pour les aspects stratégiques, la Banque européenne d'investissement pour l'accès au financement et l'Agence européenne pour l'Environnement pour le système d'informations sur l'environnement ;
- d'autres initiatives et projets régionaux (SwitchMed, BlueGreen Med CS, CLIMA South, Act4Litter, Plastic Busters MPAs, etc.).

* Cette désignation ne doit pas être interprétée comme une reconnaissance de l'État palestinien et est sans préjudice de la position individuelle des États membres sur cette question.

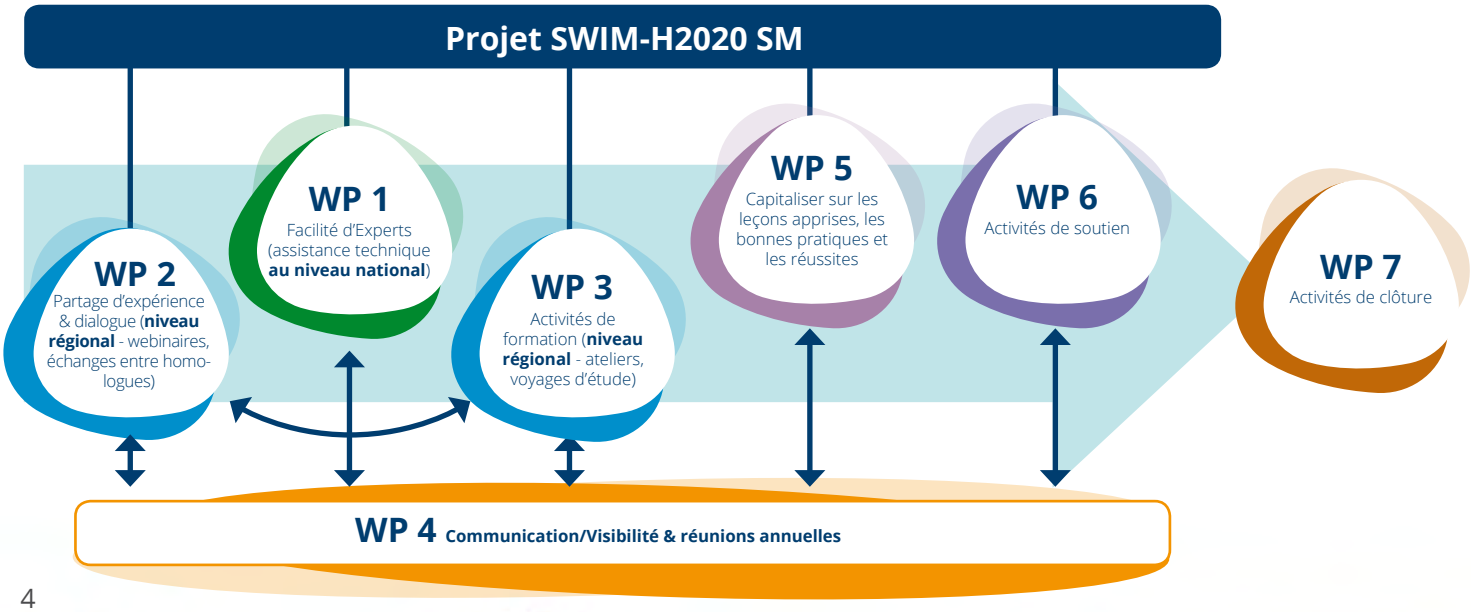
Approche

Guidé par le contexte régional sous l'égide de la déclaration ministérielle de l'UpM, la Convention de Barcelone et l'Initiative H2020, le projet a élaboré un mécanisme axé sur la demande afin de répondre aux besoins des pays partenaires et de contribuer à la réussite des objectifs des pays en matière de réduction de la pollution en mer et d'utilisation durable de ressources en eau rares. Ses principaux éléments sont :

La structure du projet autour de ses thèmes « verticaux » et « horizontaux » :



La structure du projet s'articule autour de 7 Groupes de Tâches



Points forts

- Le caractère régional du projet a permis d'accroitre l'implication régionale des pays en proposant des solutions nationales visant à mettre en œuvre des décisions régionales ;
- un mécanisme flexible, axé sur la demande, mettant en œuvre des activités d'assistance technique ciblées et sur mesure à l'échelle nationale qui répondent aux besoins des pays partenaires ;
- le renforcement des connaissances, des compétences et des capacités par des activités régionales de formation fortement plébiscitées et l'apport de conseils techniques par les pays européens, les pays de la région MENA et des experts ;
- un projet s'appuyant sur les réussites précédentes de H2020 CB/MEP et SWIM SM, qui a initié une coopération dans de nouveaux domaines (interface entre la recherche et la politique), initié de nouveaux thèmes et outils (dont le partage d'expérience entre homologues) ;
- des activités spécifiques sur la capitalisation des leçons apprises, des bonnes pratiques et les réussites des autres projets ;
- une complémentarité rendue possible avec les activités de coopération bilatérale dans les pays de la Méditerranée Sud ;
- la mise en œuvre dans la région d'un dialogue, d'une coopération et de synergies avec les partenaires institutionnels, les autres projets et initiatives ;
- la diffusion d'approches innovantes testées dans des projets de démonstration, financés par l'UE.

Difficultés rencontrées

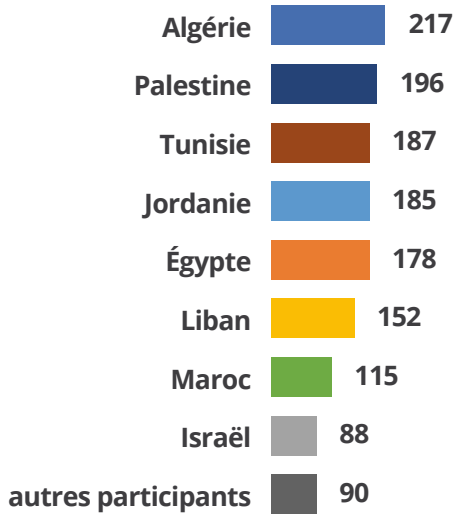
- Des complexités administratives, retardant la prise de décision pour la conception des activités nationales ;
- des changements gouvernementaux/administratifs au sein des ministères, modifiant l'ordre de priorité des besoins du pays, ce qui oblige également à réviser/modifier les activités nationales ;
- la difficulté d'obtenir de la part des ministères et d'autres parties prenantes dans les pays partenaires les données nécessaires à la mise en œuvre d'activités spécifiques ;
- le lancement asynchrone des projets de démonstration ralentissant la diffusion des pratiques innovantes.

Opportunités

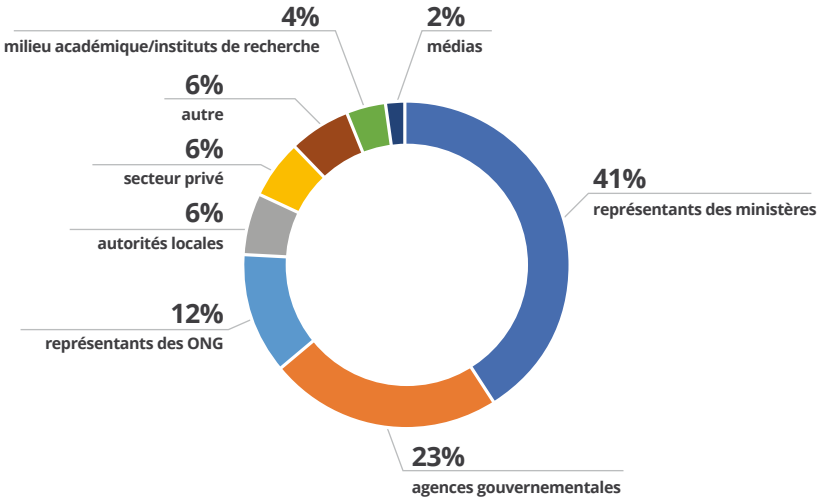
- La création d'un environnement propice à l'identification et au partage des meilleures pratiques entre pays voisins de la côte nord et sud ainsi qu'entre les pays du Sud confrontés aux mêmes problèmes et expériences, établissant ainsi les fondements d'une collaboration pour définir de possible futures actions ;
- une plateforme unique réunissant les parties prenantes nationales et régionales impliquées dans la protection de l'environnement et la gestion des ressources en eau, les bailleurs de fonds UE et non-UE, les organisations et initiatives concernées, servant à présenter leurs activités, explorer les synergies, rechercher les complémentarités et limiter les chevauchements ;
- la dimension régionale de la plateforme web qui informe toutes les parties prenantes impliquées des dernières avancées dans chaque pays et dans la région, et présente les moyens dont dispose SWIM-H2020 SM pour améliorer la qualité de la vie.

Le projet en chiffres

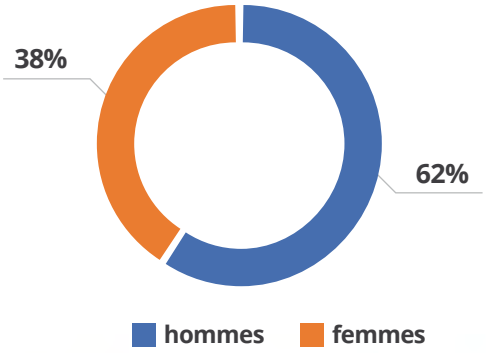
Stagiaires par pays dans les formations régionales et nationales



Stagiaires par type d'institution ayant participé aux événements du projet



Répartition hommes-femmes des stagiaires



1 Mécanisme de soutien

2 composantes (Eau-SWIM/Environnement-H2020)

19 synergies majeures avec les partenaires institutionnels, organisations régionales et autres projets

39 mois de mise en œuvre (février 2016-avril 2019)

21 thèmes

Plus de 100 activités, dont :

14 formations régionales (ou sous-régionales) sur le terrain avec la participation des Balkans occidentaux et de la Turquie

51 activités nationales d'assistance technique, dont 39 séances de formation nationales

6 voyages d'étude

10 activités entre homologues

4 webinaires

5 activités pour capitaliser sur les leçons apprises, les bonnes pratiques et les réussites

Égalité dans l'attribution des ressources aux pays partenaires

121 experts non principaux internationaux et locaux impliqués

20 ateliers de consultation nationaux menés

16 réunions nationales tenues dans les pays partenaires

4 016 parties prenantes/médias touchés par nos communications

11 catégories de parties prenantes impliquées

2 sites internet (Projet & H2020) disponibles en AN, FR et AR

2 pages de réseaux sociaux (LinkedIn, Facebook)

6 923 abonnés Facebook

112 abonnés LinkedIn

7 lettres d'information diffusées

58 communiqués publiés

6 705 250 euros de budget

En maintenant un bon équilibre entre les activités régionales et nationales axées sur la demande, les activités suivantes reflètent une dimension régionale dans les domaines de l'eau et de l'environnement.

Gestion décentralisée de l'eau

2 formations régionales, 3 groupes cibles entre homologues, 1 voyage d'étude

Les parties prenantes ont abordé les concepts et approches de la directive-cadre sur l'eau, un instrument appliqué en Europe pour promouvoir la gestion décentralisée de l'eau et appliquer les principes de base de la participation publique et le concept des masses d'eau souterraines en tant qu'unités pour gérer et protéger l'eau au niveau local. Les participants ont visité différentes institutions chargées de la gestion de l'eau en Autriche. Les pays partenaires peuvent désormais appliquer les concepts de la Gestion décentralisée de l'eau pour mettre au point leurs propres plans de gestion des bassins hydrauliques et mettre en œuvre des processus impliquant efficacement le public dans la planification de l'eau.

** Une assistance technique adaptée a été fournie au niveau national en Égypte, au Liban et Maroc.*

Gestion des risques de sècheresse

2 formations régionales, 1 groupe cible entre homologues, 1 voyage d'étude, 1 webinaire

Les concepts de la Gestion proactive des risques de sècheresse (DRM) et de l'intégration de la DRM ont été abordés aux parties prenantes . Ils ont ainsi renforcé leurs capacités techniques en vue d'élaborer et d'analyser les indicateurs et une cartographie des risques de sécheresse. Leurs connaissances ont été renforcées en visitant le dispositif de gestion des risques de sècheresse du bassin hydraulique de Segura en Espagne.
Les pays partenaires peuvent intégrer leurs activités de suivi de la sécheresse grace à des indicateurs communs harmonisés, permettant ainsi d'évaluer les sécheresses de manière comparable dans la région. Ils peuvent également adopter les bonnes pratiques afin d'appuyer leur prise de décision en matière de gestion de la sécheresse.

** Une assistance technique adaptée a été fournie au niveau national en Égypte, Jordanie, Palestine et Tunisie.*

Réutilisation des eaux usées traitées

1 formation régionale sur le terrain, 1 groupe cible entre homologues

L'échange d'expériences entre les pays européens et ceux du Sud de la Méditerranée sur les aspects techniques, institutionnels, réglementaires et de gestion pour la réutilisation des eaux usées traitées a été déclenché par une formation régionale sur le terrain, encourageant un dialogue régional. Les exemples pratiques et enseignements retenus des projets de démonstration SWIM ont permis de favoriser des interactions transversales enrichissantes entre ces mêmes projets et SWIM-H2020 SM. La formation a été complétée par des échanges entre homologues entre la Jordanie (offre) et l'Égypte, le Maroc, l'Algérie (demande), établissant les bases d'une coopération à long terme.

** Une assistance technique adaptée a été fournie au niveau national au Maroc et en Algérie.*

Déchets en mer

1 formation régionale sur le terrain, 1 groupe cible entre homologues, 2 webinaires

Le projet s'est concentré sur la cohérence et la coopération dans la région afin de résoudre le problème des déchets en mer. Il s'est appuyé sur les principaux cadres législatifs pour la surveillance des déchets en mer en Méditerranée, notamment l'Approche ecosystémique de la Convention de Barcelone. L'impact de la formation régionale et les indications précieuses données lors de la conférence de clôture du projet Interreg Med ACT4LITTER, financé par l'UE, ont été renforcées par l'échange entre homologues entre l'Algérie, l'Égypte et le Maroc, deux webinaires et une synergie rapprochée avec « Marine Litter-MED », un projet financé par l'UE, mis en œuvre et coordonné par l'ONU Environnement/PAM. Le projet « Plastic Busters », labellisé par l'UpM, s'appuie sur le bilan des activités sur les déchets en mer de SWIM-H2020 SM.

Déchets de construction et de démolition (C&D)

1 voyage d'étude, 1 groupe cible entre homologues

Suite au voyage d'étude portant sur les déchets C&D en Belgique (2017), les pays partenaires ont mis en place des initiatives ambitieuses. La Tunisie a lancé un programme ambitieux comprenant un accord entre le ministère des Affaires locales et de l'Environnement et le ministère de l'Equipement stipulant que les candidats aux appels d'offres pour les travaux publics devront utiliser au minimum 20% de matériaux recyclés issus des déchets de démolition. La Palestine a rédigé un arrêté relatif aux C&D ; le Liban prépare actuellement une stratégie pour les déchets C&D ; Israël a fait progresser sa politique nationale en C&D et, en Égypte, un protocole entre le ministère de l'Environnement et du Logement et l'Autorité de la Construction a été instauré.

** Une assistance technique adaptée a été fournie au niveau national en Égypte et en Israël.*

Gestion des boues

1 voyage d'étude, 1 groupe cible entre homologues

Le voyage d'étude sur l'ile de Psytallia, au large du port du Pirée en Grèce en juin 2018, a permis de visiter une installation de gestion des boues, entièrement opérationnelle et à la pointe de la technologie, desservant l'agglomération d'Athènes, l'une des seules au monde à produire un carburant alternatif à partir des boues (un projet pilote financé par l'UE). Cette visite et l'échange d'informations entre les homologues soutenu par le projet ont été un facteur déterminant dans la décision du Maroc d'établir un cadre réglementaire et technique pour la gestion des boues.

Voyage d'études régional dans la station de gestion des boues d'épuration Psytalia, 06/2018, en Grèce

Capitalisation des résultats au niveau régional

Gestion des déchets des moulins à huile d'olive

1 voyage d'étude, 1 groupe cible entre homologues, 1 webinaire

La formation régionale à Athènes sur la gestion des déchets des moulins à huile d'olive a incité l'Algérie à envisager la mise en place d'exigences générales et spécifiques pour gérer les déchets des moulins à huile d'olive et organiser les flux de récupération des déchets dans ce secteur. Au cours de l'échange entre homologues qui a suivi la formation régionale, l'homologue égyptien, le ministère de l'Environnement égyptien et les autres parties prenantes du secteur privé de l'huile d'olive ont organisé une réunion nationale afin de transmettre ces informations. En Palestine, le réseau national créé entre l'administration publique et le secteur privé de l'huile d'olive a été renforcé.

** Une assistance technique adaptée a été fournie au niveau national en Israël.*

Gestion des lixiviats

1 voyage d'étude, 1 groupe cible entre homologues

Les lixiviats représentent un sujet de préoccupation majeur pour les pays partenaires. Le voyage d'étude sous-régional des installations de traitement des lixiviats au Liban en juin 2018 a été suivi de directives détaillées sur la gestion durable des lixiviats et les meilleures technologies existantes, notamment leurs avantages, inconvénients, coûts, etc. Ces directives ont été largement diffusées dans plusieurs pays, dont le Maroc et la Palestine où elles ont servi à réviser les évaluations d'impact sur l'environnement et d'autres études sur les décharges contrôlées.

** Une assistance technique adaptée a été fournie au niveau national au Liban.*

Gestion intégrée des zones côtières et Gestion intégrée des ressources en eau dans le Cadre méthodologique intégratif

1 voyage d'étude, 1 webinaire

Un voyage d'étude de trois jours sur la Gestion intégrée des zones côtières et la Gestion intégrée des ressources en eau (GIZC-GIRE) qui s'est déroulé en juillet 2018 dans le delta de Buna/Bojana sur la côte entre le Monténégro et l'Albanie a permis d'élaborer un ensemble de recommandations concrètes. Elles ont été par la suite communiquées aux homologues du Monténégro et d'Albanie qui avaient accueilli cette visite.

** Une assistance technique adaptée a été fournie au niveau national au Maroc et en Tunisie.*

Formation régionale, 12/2017, Moulin à huile d'olive, Péloponnèse, Grèce

Facilitation de l'investissement durable

1 formation régionale sur le terrain

En réponse à l'afflux de réfugiés, une formation régionale organisée conjointement avec MeHSIP-II sur « la conception de projets à exécution rapide pour l'eau, les eaux usées et déchets solides » a rassemblé les principales parties prenantes du Liban, de la Jordanie, de Palestine et de Tunisie. Ils ont été formés à la gestion et la conception d'installations de traitement des eaux usées et des déchets solides.

** MeHSIP-II : Programme d'Investissement Points chauds en Méditerranée, mené par la Banque européenne d'investissement*

Facilitation d'une transition vers l'économie verte dans la région méditerranéenne

1 formation régionale sur le terrain

En collaboration étroite avec les principaux promoteurs de l'économie verte et circulaire, notamment le programme SwitchMed, financé par l'UE, et l'Institut international pour la croissance verte, SWIM-H2020 SM a mis en place des activités corrélées de renforcement des capacités et d'assistance technique sur divers aspects de la Consommation et Production durables (CPD) dans toute la région. Le Centre d'activités régionales pour la Consommation et la Production durables (CAR/CPD) a accueilli en décembre 2018 une formation régionale d'importance sur la conception de stratégies d'économie circulaire dans le secteur du conditionnement alimentaire. Elle a permis de consolider l'appui ciblé national entamé, dont le renforcement des capacités pour l'accès aux financements des projets CPD qui permettraient de faire progresser les agendas nationaux en matière d'économie verte (Israël, Jordanie, Maroc, Tunisie). Le voyage d'étude de la délégation algérienne à Barcelone a permis d'élaborer de nouvelles réglementations sur le conditionnement et d'identifier les meilleures techniques existantes dans ce secteur. Un projet en Tunisie est également en cours d'élaboration en vue de mettre en œuvre les principes de l'éco-conception dans ce même secteur.

** Une assistance technique adaptée a été fournie au niveau national en Israël, au Maroc en Tunisie et en Jordanie.*

« Green banking »

1 formation régionale sur le terrain, 1 groupe cible entre homologues

Le bilan régional rapide présenté par le projet sur le rôle potentiel des banques dans le financement des projets sur l'eau avec les principes du « Green banking » a révélé des indications encourageantes sur le fait que les banques arabes discutent collectivement du financement des objectifs de développement durable et de l'adoption du « Green banking ». SWIM-H2020 SM fait partie de ceux qui y ont contribué, grâce à l'organisation d'une formation régionale pour les banques dans le cadre de la conférence « Gouvernance en matière d'eau dans la région MENA et l'ensemble de la région Méditerranéenne : Renforcer l'intégrité et le financement en vue de la sécurité en eau et du développement durable », en décembre 2017. De plus, en collaboration avec le Partenariat mondial de l'eau – Méditerranée (GWP-Med), le projet a soutenu un échange entre homologues qui a permis de répliquer les réussites du Liban dans la « participation du secteur privé dans l'infrastructure de l'eau au Liban, centrée sur le rôle des banques », reprise par l'Association des Banques en Jordanie.

** Une assistance technique adaptée a été fournie au niveau national au Liban.*

Éducation et Sensibilisation au développement durable

La grande majorité des pays partenaires bénéficient d'une vaste expérience dans le domaine de l'éducation à l'environnement. Cependant, certains opèrent actuellement une transition vers l'éducation en vue du développement durable (EDD), particulièrement en vue d'atteindre les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Ils ont reçu un appui important de SWIM-H2020 SM afin de transcrire le plan d'action de la Stratégie méditerranéenne pour l'Éducation en vue du développement durable dans leurs politiques et projets nationaux. Les plans d'action nationaux en EDD favorisent les conditions propices qui permettront de remédier aux grands défis environnementaux et socioéconomiques auxquels les pays de la région sont confrontés (surpopulation, modèles de consommation et production, gestion des déchets solides, pénurie en eau, etc).

** Une assistance technique adaptée a été fournie au niveau national en Algérie, Égypte, Jordanie, Palestine et Tunisie.*

Participation des parties prenantes dans les agendas UpM pour l'environnement et l'eau

Les parlementaires, ONG et médias des pays partenaires et des Balkans occidentaux œuvrant pour l'environnement, l'eau et la durabilité, ainsi que le Cercle des Parlementaires méditerranéens pour le Développement durable (COMSUP) ont été informés de l'état d'avancement de l'Initiative H2020 et de l'Agenda méditerranéen pour l'eau à Chypre en novembre 2017. Le Parlement chypriote a tenu une séance spéciale et en a diffusé les conclusions aux autres Parlements. Peu de temps après, le projet les a également transmises à l'UpM pour qu'ils soient inclus à l'avenir dans le processus de planification.

Cadres règlementaires et juridiques

1 formation régionale sur le terrain

En présentant des exemples pratiques de différents pays et facilitant l'échange d'expériences entre les participants, la formation régionale sur la « bonne gouvernance de l'eau, axée sur les aspects règlementaires et l'élaboration, le suivi et l'application de politiques » a permis aux principales parties prenantes du secteur de l'eau d'aborder les principes majeurs de la bonne gouvernance et de la participation du public.

** Une assistance technique adaptée a été fournie au niveau national au Maroc et Liban.*

Sélection des MTD et MPE

Le projet a appuyé concrètement le transfert des Meilleures Pratiques Environnementales (MPE) et des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) dans les pays PEV Sud en mettant en place un processus de sélection des meilleures pratiques, mesures et technologies pour deux secteurs industriels désignés (l'huile d'olive et le ciment), appuyé par des mesures favorisant l'économie circulaire et adaptées aux secteurs ciblés.

Renforcement de l'interface entre la politique de recherche et la pratique
La cartographie et la sélection des résultats et des principales connaissances produites par la recherche et l'innovation ont permis de formuler des recommandations pour favoriser l'interaction entre la recherche et la politique. Ces recommandations ont directement appuyé la composante Recherche de l'Initiative H2020 pour une Méditerranée plus propre et le travail d'organisations telles l'Agence européenne pour l'environnement et de l'ONU Environnement/PAM. L'activité a été étendue de façon à inclure un outil en ligne utile « le Répertoire des résultats de recherche par études de cas sur la Méditerranée (Med RCSOR) », présentant une base de connaissances structurée sur les conclusions d'études de cas relatives à la recherche sur les politiques.

Évaluation ex-post de la durabilité et de l'impact de SWIM SM et des projets de démonstration SWIM (Phase I)

Une évaluation ex-post a été réalisée sur trois activités du projet SWIM SM et trois activités de démonstration SWIM, sélectionnées au hasard, afin d'évaluer l'efficacité et l'impact de précédentes interventions de l'Union européenne dans la Gestion intégrée et durable de l'eau et de réunir des éléments probants convaincants pour renseigner les futures décisions du projet. Cette évaluation a démontré que les activités analysées étaient pertinentes, efficientes et adaptées et que certaines avancées en matière de politique peuvent être attribuées à ces interventions.

Suivi externe et assistance technique ponctuelle aux projets de démonstration SWIM (phase II)

Le suivi et l'évaluation à mi-parcours de trois projets de démonstration en cours ont démontré qu'ils étaient remarquablement actifs et en bonne voie, malgré les retards et difficultés auxquels ils ont été confrontés. Afin de favoriser l'enrichissement mutuel, l'échange et la diffusion des meilleures pratiques, les représentants des projets de démonstration ont participé aux formations régionales organisées par le projet. Le site internet SWIM-H2020 SM a servi de plateforme afin de mettre en avant le périmètre de travail et les résultats de ces projets.

Cartographie de l'alimentation et de la distribution en eau dans la région Méditerranée Sud

Cette activité a fourni des renseignements précieux en cartographiant le réseau actuel d'alimentation et de distribution en eau dans les pays partenaires de SWIM-H2020 SM. Elle visait à comparer les modèles de gestion économique et institutionnelle de l'eau et s'est concentrée sur les cadres relatifs à la gouvernance et à la réglementation.

Mécanisme de coordination Horizon 2020

En collaboration étroite avec la Commission européenne et le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, le projet soutient une coopération opportune et harmonieuse entre les composantes de « l'Initiative Horizon 2020 pour une Méditerranée plus propre » et la consolidation des résultats de l'Initiative.

Participation des ONG dans le projet

La participation des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations de la société civile (OSC) dans toutes les activités SWIM-H2020 SM, régionales ou nationales, a été planifiée et suivie par le Mécanisme BlueGreen MED-CS et son réseau, labellisé par l'UpM. Coordonné par les réseaux des principales ONG régionales actives dans la région, BlueGreen MED a aidé à harmoniser les efforts et appuyer les ONG environnementales de manière homogène et complémentaire.

Voyage d'études régional, 06/2018, Station de traitement des lixiviats, Liban

Algérie

L'eau non facturée

Conformément à la politique nationale de l'Algérie relative à l'eau visant à réduire les pertes en eau, un appui a été fourni par le projet procurant des systèmes de gestion et nouvelles technologies pour détecter et réparer les fuites dans les réseaux d'alimentation. Suite au soutien technique fourni, les fuites ont été réparées, les raccordements illicites identifiés et la proportion d'eau non facturée a été réduite de 65% à 50%. Les connaissances acquises au sein de l'Algérienne Des Eaux (ADE) /Blida ont été étendues afin d'identifier les pertes dans la zone de Bouroumy. En outre, dans le cadre de l'Accord d'association « Programmes d'appui à la mise en œuvre des SIG (Système d'information géographique), un plan d'action est en cours d'élaboration pour établir un système d'information et une unité SIG au niveau de l'ADE. Blida servant de projet pilote, le plan d'action s'appuie sur la feuille de route conçue par le projet pour établir et mettre en opération une unité SIG au sein de l'ADE à Blida.

Éducation en vue du développement durable

Suite à l'activité de renforcement des capacités sur l'éducation en vue du développement durable, un mémorandum d'entente a été signé entre le ministère de l'Environnement et des Énergies renouvelables (MEER) et le ministère de l'Éducation nationale énonçant l'organisation d'un programme de formation pour les enseignants et les animateurs de clubs écologiques dans les domaines de l'environnement et du développement durable.

Déchets marins et gestion des zones côtières

Le projet a fourni une formation et un appui technique pour caractériser les déchets présents en mer et sur le littoral de 14 wilayas (provinces) côtières. Cette activité a permis de renforcer la coopération entre les différents services et institutions chargés de la gestion des déchets en mer. Le ministère de l'Environnement et des Énergies renouvelables (MEER) anticipe qu'elle permettra également d'appuyer la mise en œuvre de l'une des composantes du mémorandum d'entente MEER-MEDPOL (l'Evaluation et le Contrôle de la pollution en mer, composante du plan d'action pour la Méditerranée), par le biais de l'Agence nationale des Déchets, qui se servira aussi des résultats de cette activité afin d'élaborer son Plan national pour la gestion des déchets en mer.

Consultation nationale pour la protection des ressources hydriques contre la pollution, 07/2018, Algérie

Égypte

Gestion décentralisée de l'eau

Le Manuel sur les usages de l'eau, conçu dans le cadre de ce projet, établit une typologie et une classification communes pour les utilisations de l'eau dans divers secteurs économiques. Il formule des directives pour les estimer et les évaluer à un niveau décentralisé. Tous les gouvernorats peuvent désormais utiliser ce document dans leurs Plans de gestion des ressources en eau afin d'évaluer les usages de l'eau et les schémas récurrents; conduire des évaluations des politiques et définir des mesures, priorités et objectifs efficaces pour la gestion de l'eau prenant en compte les manques existants. Le dispositif suggéré pour la surveillance et la transmission des données relatives à l'eau établit également une base permettant d'élaborer un système d'information national sur l'usage de l'eau en Égypte.
Le recueil de formation sur les économies en eau au niveau domestique et industriel peut servir d'appui en vue d'élaborer des programmes d'économie d'eau.

Déchets en mer

Suite à une formation et une visite de terrain en septembre 2017, l'Égypte a effectué des enquêtes sur les déchets présents sur les plages pendant une année afin de sensibiliser, recueillir les données nécessaires et déterminer les mesures les plus adaptées pour la gestion des déchets en mer. En réunissant ses forces avec le projet « Marine Litter-MED », financé par l'Union européenne, SWIM-H2020 SM aide les parties prenantes égyptiennes à mettre en œuvre le plan régional pour la gestion des déchets en mer Méditerranée de l'ONU Environnement/PAM.

Éducation en vue du développement durable

L'Égypte fait progresser sa Stratégie nationale sur l'Éducation en vue du développement durable (EDD) avec un programme pilote sur l'EDD dans les écoles primaires et secondaires de certains gouvernorats. Lors des formations et de la consultation inter institutionnelle SWIM-H2020 SM qui se sont déroulées en décembre 2018, il a été décidé d'instaurer une plateforme sur l'EDD afin de fournir des recommandations au ministère de la Planification et, ainsi, d'enrichir la composante « Éducation et Sensibilisation » de la Stratégie nationale égyptienne sur le développement durable.

Déchets de construction et de démolition (C&D)

L'assistance technique et le renforcement des capacités du personnel de l'Agence réglementaire pour la gestion des déchets, nouvellement formée, et d'autres institutions publiques en Égypte se sont concentrés sur la définition d'un nouveau flux de gestion dédié aux déchets C&D, une problématique également abordée lors d'une visite de terrain régionale effectuée par le projet. En plus des aspects relatifs à la conceptualisation et la surveillance, le projet a supervisé la formulation d'une proposition de projet visant à faciliter l'accès aux financements.

Formation sur la conservation de l'eau et l'efficacité de l'eau dans les industries, 01/2019, Égypte

Israël

Approches écosystémiques de la Gestion intégrée des ressources en eau

Parmi les efforts continus pour la mise à niveau du réseau de surveillance du bassin hydrographique de Kishon, le projet a mis au point un plan d'enquête afin de suivre la pollution de source diffuse et de mettre en œuvre un plan de surveillance plus étendu pour le bassin de Kishon. Un manuel de formation sur la surveillance de ce type de pollution a été conçu et de nombreuses parties prenantes ont participé à l'atelier de formation sur le sujet. Cette activité pourrait servir de base à l'élaboration d'un plan de surveillance national de la pollution diffuse.
Le projet a appuyé le ministère de la Protection environnementale (MoEP) pour la mise au point du programme communautaire « Adoptez un cours d'eau » visant à conserver la propreté des cours d'eau et à éduquer le public sur l'importance de cours d'eau viables.

Marchés publics verts

Le projet a aidé à la réalisation d'une carte des secteurs prioritaires à inclure dans le processus d'attribution de marchés publics verts. L'expérience de l'UE sur la question et les entretiens menés auprès des parties prenantes israéliennes ont servi d'inspiration. Cette carte facilitera à l'avenir le travail du MoEP sur l'attribution des marchés publics verts.

Plastique et verre

La stratégie de l'Union européenne sur le plastique sert de modèle à Israël pour sa propre stratégie nationale sur les déchets plastiques. Les résultats des évaluations et les recommandations pertinentes fournies par le projet ont été retenues par la division du MoEP chargée des déchets solides. Un comité de pilotage multipartite a également été établi. L'Association des Industriels d'Israël a collaboré avec le MoEP et organisé leur premier atelier commun sur les déchets plastiques et le recyclage. Le secteur du verre a obtenu des résultats comparables : le projet l'avait aidé à identifier les problèmes et opportunités clés dans le recyclage du verre. Grâce à ces efforts, le MoEP a établi un centre de tri du verre.

Déchets de construction et de démolition (C&D)

L'évaluation du projet sur les aspects techniques du tri et du recyclage des déchets C&D en Israël ainsi que les recommandations sur la nouvelle législation et son application ont permis au MoEP de formuler une politique nationale. Globalement, Israël cherche à augmenter le recyclage des différents flux de déchets (plastique, verre et C&D) et à promouvoir des solutions fondées sur le marché.

Mme Tahel Yashfe, Point focal H2020

« Le projet a directement contribué aux processus de prise de décision et à la préparation et la mise en œuvre d'une politique nationale dans divers domaines. Il nous a fourni une assistance professionnelle et a appuyé l'élaboration d'une future politique sur les déchets en verre, plastique, C&D et des moulins à huile d'olive. Il nous a permis de progresser vers une solution plus durable pour la gestion des déchets et nous a mené à améliorer notre politique de restauration et de remise en état des cours d'eau. »

Jordanie

Vulnérabilité des ressources en eau et Risques inhérents

Les indicateurs de risque de sécheresse définis par le projet ont été directement adoptés par l'Unité de gestion des risques de sécheresse, nouvellement fondée, du ministère de l'Eau et de l'Irrigation (MWI), dont le personnel est formé pour calculer et utiliser ces indicateurs dans leur travail sur la caractérisation des risques de sécheresse et l'alerte précoce. La modélisation des ressources en eaux souterraines d'Amman-Zarqa mise au point avec WEAP (un logiciel servant à la planification intégrée des ressources en eau) a permis d'évaluer la vulnérabilité des eaux souterraines face à la sécheresse, facilitant ainsi l'élaboration de mesures d'atténuation ciblées. La formation du personnel du MWI pour la réalisation de modèles WEAP servira à concevoir des modèles similaires pour d'autres bassins et, ainsi, à améliorer la gestion des sécheresses et la realisation de comptes de l'eau.

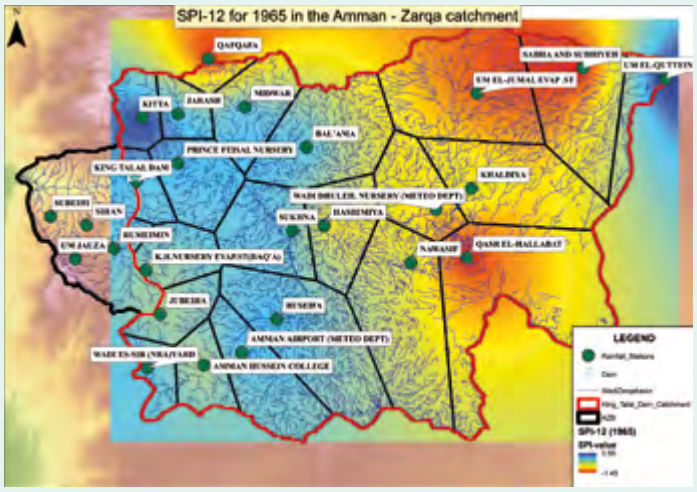
Quant aux prélèvements abusifs d'eaux souterraines, la Jordanie peut désormais utiliser les résultats du modèle mis au point par le projet afin de simuler l'impact de ces prélèvements sur les niveaux d'eaux souterraines et de salinité dans le bassin d'Azraq. Ce modèle permet également d'évaluer les impacts socioéconomiques inhérents et de guider les décisions relatives à la gestion des eaux souterraines dans le bassin. Cette étude pourra être reproduite dans d'autres bassins.

Éducation en vue du développement durable

Suite à une formation et une consultation inter institutionnelle en 2017, une base de données environnementales et une documentation sur le développement durable ont été créées pour les enseignants. Les stagiaires SWIM-H2020 SM forment régulièrement les professionnels de l'éducation aux principes, méthodologies et outils de l'EDD. En décembre 2018, les préparatifs pour une Stratégie nationale sur l'Éducation pour l'environnement et le développement durable ont été lancés conjointement avec les parties prenantes concernées (la Commission nationale de la Jordanie pour l'UNESCO, les ONG compétentes, etc.). La Jordanie participe activement au Comité méditerranéen sur l'Éducation en vue du développement durable et reste étroitement impliquée dans les avancées de la région.

Économie verte

Conjointement avec le ministère de l'Environnement jordanien (MoE) et l'Institut international pour la croissance verte, SWIM-H2020 SM s'est intéressé aux difficultés rencontrées lors de la mise en pratique du concept d'économie verte. Le plan d'action national pour la consommation et la production durables et le plan national pour la croissance verte visent à appuyer la transition de la Jordanie vers une économie verte. Grâce aux formations, à l'accompagnement et l'encadrement fournis sur une période de six mois, le projet a permis d'améliorer la sensibilisation et les connaissances sur six secteurs (déchets, efficacité énergétique, transports, etc.) et de renforcer les capacités à concevoir des propositions de projets adéquates.



Cartographie du risque de sécheresse dans le bassin versant d'Amman Zarqa, Jordanie

Liban

Gestion décentralisée de l'eau

Le projet a soutenu le ministère de l'Energie et de l'Eau (MEW) pour concevoir un programme de mesures afin de gérer la demande en eau non satisfaite dans le bassin hydraulique de Nahr El Kelb à l'aide d'une approche ascendante encourageant la participation, comprenant notamment une évaluation de la performance de ces mesures, reposant sur des simulations. Ce programme de mesures peut être intégré dans les cadres de référence et plans d'action de développement en lien avec la loi sur l'eau. S'appuyant sur ce projet pilote, ACTED a déjà financé un projet de la sorte dans un autre bassin hydraulique du pays (El Ostuan). D'autres organisations du bassin hydraulique pourront à l'avenir adopter cette méthodologie holistique afin d'élaborer des programmes de mesures décentralisés.

Implication du secteur privé dans le secteur de l'eau

Suite à une évaluation détaillée de l'environnement propice à la participation du secteur privé (PSP) et au partenariat public-privé (PPP) au Liban dans le cadre du travail commun du projet « Gouvernance et financement pour le secteur de l'eau en Méditerranée », labellisé par l'UpM, et de SWIM-H2020 SM, trois dialogues de consultation nationale ont été menés en vue de : (a) améliorer le potentiel de la PSP dans l'infrastructure de l'eau ; (b) permettre au secteur bancaire de s'impliquer dans certains domaines cruciaux au Liban ; (c) définir les critères de sélection des projets bancables. Le pays dispose désormais de directives sur l'attribution de PPP dans le secteur de l'eau et des eaux usées, prenant en compte les dispositions/procédures de la loi-cadre 48 relative aux PPP entrée en vigueur en 09/2017.

Diminution de la pollution industrielle

D'après le ministère de l'Environnement, l'assistance technique et le renforcement des capacités fournis par le projet sur la diminution de la pollution industrielle ont été très utiles au travail quotidien de son équipe, notamment les inspections de routine dans le secteur industriel. Le ministère de l'Environnement et le ministère de l'Industrie ont élaboré un plan commun pour simplifier les procédures administratives et techniques ; mettre au point la législation nécessaire pour renforcer le système de demandes d'autorisation dans l'industrie au Liban ; et créer une base de données unique partagée.

Coût de la dégradation de l'environnement

L'atelier de formation sur le coût de la dégradation de l'environnement a permis d'orienter l'examen des études environnementales (évaluations d'impact environnemental, audits, politiques, stratégies, plans directeurs environnementaux, etc.). Des sociétés de conseil ont également participé à cet atelier et sont désormais plus aptes à évaluer le coût de la dégradation de l'environnement dans les études et les projets qu'ils doivent mener et soumettre au ministère de l'Environnement.

Réunion nationale, 07/2018, Liban

Maroc

Gestion décentralisée de l'eau

SWIM-H2020 SM a continué son travail sur la Gestion décentralisée de l'eau en soutenant le ministère de l'Equipement, des Transports, de la Logistique et de l'Eau pour finaliser et soumettre, en vue de les publier, des textes d'application de la nouvelle loi « 36-15 » sur l'eau, qui sont relatifs à la gestion des sécheresses et de la pénurie d'eau, au dessalement et à la mise en place de zones de protection pour sauvegarder et interdire l'utilisation des ressources destinées à l'eau potable.

Réutilisation des eaux usées traitées

La deuxième activité du projet au Maroc s'est axée sur la promotion de la réutilisation des eaux usées en formulant un programme de mesures (institutionnelles, réglementaires et financières). S'appuyant sur cette expérience, le ministère de l'Intérieur a compilé un rapport rassemblant les conclusions de l'ensemble des études effectuées sur le sujet et mettant en lumière des projets à mettre en œuvre.

Déchets en mer

Le Secrétaire d'État pour le Développement durable prévoit de reproduire dans d'autres régions du pays l'activité SWIM-H2020 SM qui se concentrait sur la réduction des déchets en mer dans les régions de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma et Rabat-Salé-Kénitra. Les méthodologies et protocoles recommandés par SWIM-H2020 SM pour évaluer les déchets en mer et formuler des options de gestion ciblée s'alignent pleinement sur le plan régional pour la Gestion des déchets en mer.

Gestion intégrée des zones côtières

Les principales parties prenantes ont approuvé l'analyse diagnostique du littoral de la région de Rabat-Salé-Kénitra (RSK), un rapport rédigé conjointement par le projet, la région RSK et le Secrétaire d'État pour le Développement durable. La « Vision pour Rabat et l'Appel pour une Gestion intégrée des zones côtières de RSK » ont été conçus conjointement et les parties prenantes ont accepté d'agir en tant que moteur pour sa mise en œuvre. Le projet a également préparé une version succincte d'une fiche de projet, acceptée par la Banque mondiale. Elle pourra par la suite être détaillée dans une Note de concept pour les demandes de financement auprès des bailleurs de fonds.

Économie verte

Les activités d'assistance technique visant l'élaboration de modèles pour une économie verte ont permis de développer les capacités en matière d'économie circulaire, d'étendre la responsabilité des producteurs et de renforcer l'effort général du pays dans sa transition vers une économie circulaire. Cette activité s'est concentrée sur la gestion des connaissances et l'innovation et a impliqué les participants marocains dans des activités régionales sur le rôle du « green banking » et du renforcement des capacités des PME.

Formation à l'évaluation des déchets marins, 10/2017, Maroc

Palestine

Gestion des risques de sècheresse

L'Autorité palestinienne de l'Eau (PWA) est désormais apte à surveiller efficacement les risques de sécheresse à l'aide de données pluviométriques et météorologiques, en appliquant directement les modèles du logiciel conçus par le projet afin de calculer les indicateurs de risque de sécheresse. Une équipe centrale sera établie, comprenant des membres de PWA, des services météorologiques et du ministère de l'Agriculture afin de surveiller l'évolution des sècheresses et des changements climatiques.
S'appuyant sur des méthodologies élaborées par le projet, PWA peut désormais utiliser les procédures d'un SIG pour évaluer la vulnérabilité face aux sécheresses et à la pénurie en eau et délimiter des zones de protection des eaux souterraines dans d'autres zones pilotes.
Ces activités de gestion des risques de sècheresse ont également été mises en œuvre en Égypte et en Jordanie.

Gestion intégrée des ressources en eau

SWIM-H2020 SM était un partenaire clé du premier Forum mondial de l'eau en Palestine, organisé par PWA en juin 2018 sur le thème de la « Gestion intégrée des ressources en eau : bonnes pratiques et transfert de technologie ». Le projet a soutenu le Forum à la fois sur le plan technique et logistique.

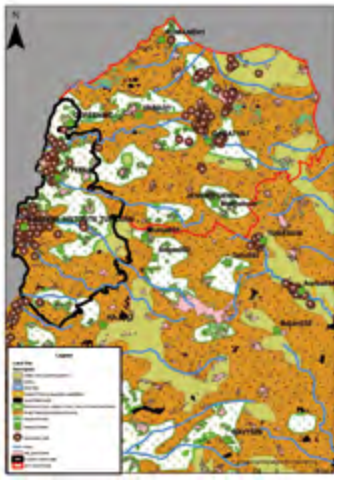
Renforcer la conscience environnementale

Les activités SWIM-H2020 SM ciblant les professionnels de l'éducation et des médias ont catalysé le mémorandum d'entente signé en 2017 entre l'Autorité pour la qualité de l'environnement (EQA) et le ministère de l'Education ainsi que le mémorandum d'entente entre l'EQA et l'Association des Journalistes. Grâce aux activités de renforcement des capacités et d'assistance technique, les programmes scolaires nationaux sont en cours de révision afin d'y intégrer les thématiques environnementales. Les parties prenantes formées maintiendront les efforts en cours pour la révision du programme et la mise en œuvre du plan d'action de la Stratégie méditerranéenne sur l'éducation en vue du développement durable.

Déchets industriels et toxiques

Une stratégie pour l'environnement, transversale entre tous les ministères, a été élaborée pour 2017-2022. SWIM-H2020 SM soutient sa mise en œuvre. La coopération de l'Autorité pour la Qualité de l'Environnement avec les autres ministères a ainsi été renforcée. Les manuels/directives concernant les inspections environnementales et l'application des lois relatives à l'environnement ont été conçus conjointement avec les inspecteurs afin de prendre en compte les besoins réels. Ils seront intégrés aux processus nationaux d'inspection et d'application des lois.

Les livrables du projet SWIM-H2020 SM soutiennent directement la Palestine pour se conformer à la « Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers des déchets dangereux et de leur élimination ». Le processus de révision du plan directeur national relatif à la gestion des déchets dangereux a permis à l'EQA de mieux cerner les lacunes, besoins, options, ressources nécessaires, etc. Une équipe nationale chargée de la gestion des déchets dangereux sera reconduite et renforcée d'après le dispositif institutionnel proposé pour gérer les déchets dangereux.



Catégorisation de l'utilisation des terres dans le Nord de la Palestine

Tunisie

Options et interventions durables

Les dispositions d'ordre pratique pour la mise en œuvre d'un réseau d'assainissement individuel et semi-collectif dans les zones rurales (moins de 1 000 habitants) ont été définies par le projet. La Tunisie peut dès à présent élaborer une stratégie d'assainissement en milieu rural et mettre en œuvre les actions nécessaires pour la renforcer (campagnes de sensibilisation à grande échelle, renforcement des capacités des parties prenantes, adaptation du cadre législatif, etc.).

Gestion des déchets d'emballage et plastiques

Les activités de renforcement des capacités et d'assistance technique sur la gestion des déchets d'emballage multicouches et des sacs plastiques ont permis d'apporter de meilleures solutions en Tunisie. La structuration du secteur de l'emballage multicouche sera essentielle à la mise en œuvre de l'étude technico-économique et environnementale que l'Agence Nationale de Gestion des Déchets lancera sous peu, impliquant des partenaires clés du secteur. Le rapport sur l'évaluation de la législation relative à l'interdiction des sacs plastiques a été présenté et discuté avec le ministère des Affaires locales et de l'Environnement.

Éducation en vue du développement durable

Les représentants du ministère des Affaires locales et de l'Environnement en Tunisie sont convaincus que ce programme permet de modifier directement le comportement des élèves dans les écoles sur plusieurs questions relatives à la gestion de l'environnement et de l'eau. Ce programme de renforcement des capacités a initié une nouvelle dynamique au sein de l'éducation. Un nouveau programme est en cours d'élaboration dans le cadre de la coopération bilatérale avec le Portugal afin d'introduire les problématiques de développement durable dans les programmes scolaires.

Gestion des matériaux dragués

Le projet a mis au point conjointement avec l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement des directives pour mieux gérer les matériaux dragués en Tunisie, conformes aux directives de l'ONU Environnement/PAM et adaptées aux particularités du pays. Elles ont été complétées par des directives pour élaborer une liste nationale des mesures à prendre et des Niveaux pour les matériaux dragués, conformes aux directives de l'ONU Environnement/PAM et à celles de l'Organisation maritime internationale.

Gouvernance pour la Gestion intégrée des zones côtières

SWIM-H2020 SM a appuyé la Tunisie en consolidant la structure de gouvernance chargée de la gestion durable du lac de Bizerte. L'approche participative et l'expérience globale qui ont permis de rédiger la Charte du lac de Bizerte ont été reproduites dans la région du golfe de Tunis avec la « Charte pour le développement durable d'Oued Méliane ». Par ailleurs, une étude a été lancée afin d'identifier un ensemble de mesures visant la décontamination intégrée du bassin versant du Medjerdah, le plus grand fleuve de Tunisie.

Gestion durable du lac de Bizerte, Tunisie

Leçons apprises et Recommandations

Lors de la clôture d'un projet d'une envergure telle que celle du Mécanisme de soutien SWIM-H2020, les leçons apprises doivent comprendre les éléments et conditions clés qui ont assuré la réussite de l'opération et de la clôture du projet, ainsi que ceux qui ont entravé, retardé ou diminué l'impact de certaines de ses activités. Cette partie vise à fournir une synthèse des connaissances, non seulement pour informer le projet de suivi de SWIM-H2020 SM, mais aussi les autres projets concernés.

- L'un des plus grands atouts du projet a été d'associer les besoins nationaux de la Facilité d'Experts, axée sur la demande, à des activités régionales pertinentes. Cette démarche a permis d'élaborer des politiques et pratiques de gestion durable de l'eau ainsi qu'une approche intégrée pour la réduction de la pollution avec un impact régional.
- La forte implication politique des pays partenaires ainsi que la confiance établie entre le leadership politique, l'UE, les points focaux et l'équipe du projet ont été d'autres grands atouts du projet. Certains facteurs y ont indéniablement contribué : la continuité fournie par les précédentes phases du projet SWIM SM et Horizon CB/MEP ; l'utilisation des résultats d'autres projets pertinents et d'investissements précédents ; les dialogues constructifs instaurés systématiquement entre les homologues du projet, les autorités et les parties prenantes depuis les phases de planification et de démarrage jusqu'à la clôture du projet. La présence régulière sur le terrain de l'équipe de projet, l'utilisation d'approches ascendantes et de considérations de genre ont permis d'obtenir des résultats ciblés et de susciter l'appropriation, la réactivité et l'implication des différentes parties prenantes, notamment, et surtout, de la société civile et du secteur privé.
- Une connaissance approfondie de la région et des dynamiques bilatérales et nationales a également servi au projet, ainsi que sa capacité à mettre en place des consultations transparentes sur lesquelles toute activité axée sur la demande s'est appuyée.
- La continuité des efforts visant à résoudre les défis régionaux et nationaux promue par le projet a été primordiale pour créer les conditions favorables à la pérennité de ces efforts. La continuité n'est pas un état statique. Elle implique d'étendre et d'approfondir graduellement les thèmes considérés ainsi que de prendre en compte les problématiques émergeantes. En parallèle, elle permet de renforcer l'assurance des parties prenantes et d'établir une relation de confiance entre les parties impliquées.
- La coopération et coordination instaurées entre les institutions et en leur sein, avec diplomatie, ont grandement contribué à simplifier les activités, à renforcer la compréhension commune des problématiques, réduire les chevauchements et stimuler les synergies afin de promouvoir et d'appliquer les politiques en lien avec les mandats des différents ministères/agences.
- La flexibilité du projet a été un facteur clé de son succès, ce qui lui a permis de prendre en compte les questions émergentes. A l'avenir, cette flexibilité devra être accrue et renforcée par des dispositions adaptées. Une partie des fonds pourrait être réservée dans les phases de planification initiales du projet et servir ultérieurement en cas de besoins émergents.
- L'évaluation des activités de renforcement des capacités et de formation a révélé que, afin de réussir, elles doivent présenter des connaissances théoriques à jour, d'excellente qualité, et une expérience pratique adaptée à la capacité d'absorption des groupes cibles. Afin d'améliorer les capacités et compétences, les formations doivent être interactives, bien structurées et s'appuyer sur une documentation bien choisie et facile à lire. La réussite du renforcement des capacités implique un équilibre entre des méthodes traditionnelles et innovantes : apprentissage en présentiel et en ligne, entre homologues, formation de formateurs, interventions pratiques, etc. Ces activités ne doivent être ni trop courtes ni trop longues (deux-trois jours) et, si possible, être associées à des visites d'étude/ des activités pratiques. Un critère de sélection doit être appliqué et clairement expliqué afin d'assurer la participation des acteurs pertinents. L'implication des participants dans les exercices entre homologues a joué un rôle déterminant, contribuant à leur réussite, en comparaison des cas où ceux-ci n'étaient pas aussi motivés.
- Réussir à résoudre des problématiques capitales transversales à l'échelle régionale exige un travail systématique en parallèle et des synergies à différents niveaux (local, régional, national, international) impliquant les pays partenaires, les parties prenantes et les organisations et institutions régionales clés (Union pour la Méditerranée, ONU Environnement/Plan d'action pour la Méditerranée, etc.).
- A l'avenir, les activités SWIM-H2020 SM doivent être poursuivies et approfondies en s'assurant de prévoir, dans la mesure du possible, des activités de suivi pour maintenir le lien entre les différentes parties. Cela permettra de reproduire et d'étendre les approches innovantes du niveau national au régional ainsi que de renforcer la mise en œuvre nationale des processus, stratégies, plans d'action, etc. régionaux.
- L'application de la loi étant un point faible dans la plupart des pays partenaires, cela affecte les efforts visant à promouvoir et mettre sur pied certaines des interventions d'assistance technique suggérées. Les pays partenaires doivent s'investir plus dans leurs efforts pour améliorer la situation dans ce domaine.
- Les changements fréquents des personnes impliquées dans le projet (leadership politique, points focaux et personnel administratif) font perdre la continuité et la mémoire du programme, affaiblissant ainsi son impact et sa pérennité.
- Bien qu'un suivi rigoureux des processus et de la performance, comme appliqué dans le projet, permette de réduire les écarts par rapport au plan de travail et les erreurs, la charge administrative en résultant devrait être allégée.
- Les entretiens menés auprès des participants confirment que presque tous ont tiré profit du projet. Plus de la moitié d'entre eux ont été en mesure d'émettre des recommandations pertinentes à leur hiérarchie et de contribuer directement à la formulation ou la réforme de politiques dans leur pays.

Pistes pour l'avenir

« L'UE, par l'intermédiaire du SEIS Sud et de l'Initiative Horizon 2020 pour une Méditerranée plus propre, joue pleinement son rôle en appuyant les pays partenaires dans leurs efforts pour remplir leurs obligations régionales et nationales en matière de réduction de la pollution de l'environnement et d'accès à l'eau. Les programmes régionaux, tels SWIM-H2020 SM, contribuent à la stabilité et la prospérité de la région méditerranéenne.

La vision et l'engagement à long terme partagés par les pays partenaires et les partenaires institutionnels dans le cadre de l'Initiative Horizon 2020, ont pu apporter une continuité dépassant les limites temporelles strictes du projet. Les activités tangibles, axées sur les besoins, qui ont répondu aux problématiques majeures émergentes ont incité les parties prenantes ciblées à réaliser des actions de suivi et à reproduire les interventions importantes pour la région.

Le niveau de réussite et d'impact d'un projet comme SWIM-H2020 SM dépend directement de la qualité de sa conception et sa préparation, du haut niveau de l'expertise fournie et de sa compréhension approfondie de la région méditerranéenne. L'appropriation collective ressentie par les pays partenaires et leur engagement à maintenir les résultats obtenus sont un gage de sa valeur. Il est vital que l'élan produit par SWIM-H2020 SM soit maintenu et inspire les prochaines étapes. »

Algérie

Mme Hassina Hammouche,
Point focal SWIM

“Avec trois actions ponctuelles d’appui pointues, inscrites dans le cadre du projet SWIM-H2020 SM, mises en œuvre d’une manière participative ayant permis une appropriation optimale des résultats de celles-ci, nous avons pu enclencher une dynamique dans le domaine de la gestion des eaux non facturées, la protection de la ressource en eau et la sensibilisation pour la réutilisation des eaux usées épurées en Algérie. Cette dynamique doit absolument être entretenue et généralisée dans le pays et toute la région.”

Égypte

Mme Dina Mamdouh,
Point focal SWIM

“Un effort admirable, des activités admirables, une volonté admirable, des espoirs admirables, l’engagement, l’effort continu, la motivation, la persévérance pour réaliser le travail planifié en toutes circonstances et situations ne peut résulter qu’en une chose : la réussite. J’ai toujours retrouvé ces qualités chez les membres de l’équipe du projet SWIM-H2020 SM avec lesquels j’ai travaillé. Un grand merci.”

Jordanie

M. Adli Kandah,
Directeur général de l’Association des Banques en Jordanie (ABJ)

“L’implication de l’Association dans les activités du projet a permis d’établir un échange constructif d’expériences et d’enseignements avec d’autres pays. Ces échanges ont eu un effet catalyseur pour ABJ qui a réalisé une étude sur le rôle des banques jordaniennes dans le financement des projets dans le secteur de l’eau. ABJ est résolu à poursuivre le dialogue en cours, essentiel pour faire progresser l’agenda du financement de l’eau en Jordanie et dans la région en général.”

Liban

Mme Marie Thérèse Merhej
Seif, Fondatrice & Présidente de HEAD, Facilitatrice régionale ONU Environnement pour les organisations de la société civile de la région Asie de l’Ouest

“Les occasions de participer activement aux activités régionales et nationales de SWIM-H2020 SM ont été fréquentes au cours de ses trois ans de mise en œuvre. J’ai même eu l’impression de contribuer à la conception du projet dès sa phase de démarrage. En tant que femme, directrice d’une ONG implantée dans une ville comme Byblos qui est confrontée à de nombreux défis environnementaux, le projet a bien compris mes besoins et , en parallèle, reconnu mon rôle multiplicateur, ce que j’ai trouvé très gratifiant.”

Maroc

M Abdelaziz Elhoujjaji,
Chef de service provincial de l’eau, Chargé de l’Eau, Ministère de l’Équipment, Secrétariat d’État

“Je saisis cette occasion pour remercier toute l’équipe SWIM-H2020 SM pour la qualité des thèmes débattus et les réalisations entamées, ainsi que les propositions devant faire objet de coopération pour une gestion intégrée des ressources en eau dans la zone méditerranéenne.”

Palestine

Mme Majeda Alawneh,
Point focal SWIM

“Le projet SWIM-H2020 SM a représenté une excellente occasion pour les pays impliqués de se mettre en lien, d’échanger leurs connaissances et expériences. Les fruits pourront être récoltés après la mise en œuvre intégrale de l’expérience obtenue, grâce à la mise place de projets pilotes supplémentaires.”

Tunisie

M Arafet Ben Marzou,
Exploralis (représentant ONG)

“Cette formation dynamique a permis aux participants de découvrir une possibilité de gestion dans le nord de la Méditerranée, apportant une nouvelle perspective et un dialogue. Le réseau et les relations construits durant cette formation étaient très utiles, tout comme la table ronde où les informations ont pu être échangées. Nous travaillons sur une rivière entre la Tunisie et l’Algérie et sommes dans la même situation que l’Albanie et le Monténégro... Les solutions pratiques étaient très utiles.”

Partenaires dans le consortium:

- LDK Consultants Engineers & Planners S.A., Grèce (Société principale)
- Association des aménagements d'eau des pays arabes (ACWUA), Jordanie
- Réseau arabe pour l'environnement et le développement (RAED), Égypte
- Association des villes et régions pour le recyclage et la gestion durable des ressources (ACR+), Belgique
- Agence catalane des déchets (accueillant le Centre d'activités régionales pour la Consommation et la Production durables - CAR/CPD), Espagne
- GEIE UT-SEMIDE, France
- GLOBE ONE Ltd, Grèce
- Haskoning DHV Nederland B.V., Pays-Bas
- LDK Consultants Europe S.A., Belgique
- Bureau méditerranéen d'information sur l'environnement, la culture et le développement durable (MIO-ECSDE), Grèce
- Milieu Ltd, Belgique
- Université nationale et capodistrienne d'Athènes, Grèce
- Umweltbundesamt GmbH, Autriche
- WS Atkins International Ltd, Royaume-Uni

Équipe de SWIM-H2020 SM:

M Stavros Damianidis (stavros@ldk.gr)
- Directeur du projet

Professeur Michael Scoullos (scoullos@swim-h2020.eu)
- Chef d'équipe

Mme Suzan Taha (taha@swim-h2020.eu)
- Expert sur l'eau

M Anis Ismail (a.ismail@swim-h2020.eu)
- Expert sur l'environnement

Pouvoir adjudicateur:

Direction générale Voisinage et Négociations pour l'élargissement (DG NEAR)

Unité NEAR B2 – Programmes régionaux Voisinage Sud

NEAR-B2@ec.europa.eu

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Les avis qui y sont exprimés n'engagent que leurs auteurs, le consortium de mise en œuvre de SWIM-H2020 SM, et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Union européenne.

Photo de couverture © Giannis Giannelos. Tous droits réservés. Sous licence dans l'Union européenne sous conditions.
© 2019 SWIM-H2020 SM. Tous droits réservés.

www.swim-h2020.eu

Imprimé sur RECYCLED PAPER